



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

M. François BALANDREAU

DES/DGCP/U2S

Téléphone : 01.69.08.23.30

francois.balandreau@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Mme Maylis DES COURTIS

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.63.96

maylis.descourtis@cea.fr

**ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LES ACTIVITES
MENEES AU SEIN DE LA DGCP/U2S**

Référence projet de marché n°B25-02272-MDC

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

Ou si groupement

- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	5
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	6
ARTICLE 7 - PHASE DE REVERSIBILITE (OPTION N°3).....	6
ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
ARTICLE 9 - QUALITE	8
ARTICLE 10 - REMISE DE LIVRABLES	8
ARTICLE 11 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE	9
ARTICLE 12 - INTERLOCUTEURS	10
ARTICLE 13 - REUNIONS	10
ARTICLE 14 - RECEPTIONS.....	11
ARTICLE 15 - MONTANT.....	11
ARTICLE 16 - REVISION	12
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION.....	13
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE PAIEMENT	14
ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 20 - PENALITES.....	15
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	16
ANNEXE 2 - MODELE DE FDM DP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	19
ANNEXE 3 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS DES ENTREPRISES EXTERIEURES AU CEA	20

ARTICLE 1 - OBJET**1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation d'une prestation d'assistance techniques pour les activités menées au sein de l'Unité Sûreté, Sécurité, radioprotection, sécurité de défense et gestion de crise (U2S) située sur le site de Saclay du centre CEA Paris-Saclay (91).

1.2 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction des Energies (DES), Direction de la Gestion, de la Conformité et de la Performance (DGCP), Unité Sûreté Sécurité Radioprotection Sécurité de défense Gestion de crise (U2S).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B25-02272-MDC, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé DGCP-2025-0066 indice A d'avril 2025,
 - les règlements intérieurs des sites CEA concernés,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
 - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du (à compléter par le soumissionnaire).

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

3.1 Les prestations réalisées pour l'Unité Sûreté Sécurité Radioprotection Sécurité de défense Gestion de crise (U2S) sont décrites dans le cahier des charges cité supra et portent notamment sur de :

- l'assistance technique (suivi des données entrantes, suivi des engagements en matière de sûreté nucléaire et autres indicateurs sûreté et sécurité, assistance à la préparation de supports de réunions, organisation logistique des réunions techniques, webinaires...)
- le suivi des indicateurs d'exploitation de la Direction des Energies (DES),
- la participation à l'établissement de la politique environnementale de la DES et le traitement des indicateurs environnementaux associés,
- la préparation d'un audit de certification.

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative :

3.2 Partie forfaitaire

Les prestations de la partie forfaitaire se déclinent comme suit :

- Une part ferme portant sur l'exécution des prestations forfaitaires pour une durée de 24 mois.
- Une part optionnelle :
 - Option n°1 : prolongation de la durée du marché de 12 mois supplémentaires à l'issue de la tranche ferme,
 - Option n°2 : prolongation de la durée du marché de 12 mois supplémentaires à l'issue de l'option 1,
 - Option n°3 : réversibilité sortante d'1 mois qui débutera 1 mois avant la fin de la phase opérationnelle éventuellement prolongée au titre des options de prolongation.

Chaque option pourra être levée séparément selon les modalités suivantes :

- Option 1 et 2 : pourront être levées par le CEA, par courrier, dans un délai de 3 mois avant l'échéance de la tranche ferme ou de l'option n°1,
- Option 3 : la décision de levée l'option, prise par le CEA, sera adressée au Titulaire par courrier, dans un délai de 2 mois avant le démarrage des prestations de l'option.

3.3 Partie estimative sur devis préalables

Les prestations sur devis préalables portent sur des modifications mineures ou des prestations supplémentaires non couvertes par les Spécifications Techniques que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire dans les conditions définies par le marché.

Le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître :

- le descriptif des prestations à réaliser,
- le nombre de jours ou le nombre d'heures d'intervention par qualification, les taux journaliers ou les taux horaires (conformément aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dont le modèle figure en annexe 2, adressée au Titulaire et faisant référence au devis présenté.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance des installations, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux prestations.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.3 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre des actions et mesures destinées à maîtriser voire réduire l'impact environnemental de la prestation, ce qui inclut :

- Des pratiques de gestion des déchets durables, telles que le tri sélectif, le recyclage et la réduction des déchets,
- La formation des salariés aux exigences environnementales,
- L'utilisation raisonnée du papier et une démarche numérique écoresponsable,
- Le partage des livrables sur des supports respectueux de l'environnement,
- Le recours si possible aux solutions de mobilité durable dans le cadre des déplacements professionnels comme, le covoiturage ou des modes de transport publics respectueux de l'environnement.

Les actions mises en œuvre seront déclinées dans un plan de progrès qui sera suivi et mis à jour annuellement.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Pour l'exécution des prestations, le Titulaire s'engage à prendre des actions relevant de conditions d'exécution socialement responsables spécifiques au présent marché, par exemple :

- Formations autres que réglementaires,
- Actions d'amélioration des conditions de travail des intervenants pour le marché,
- Actions pour l'égalité homme/femme,
- Actions pour la lutte contre le harcèlement au travail.

Le Titulaire produira à cet effet, à la date anniversaire du marché une note annuelle retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période.

ARTICLE 7 - PHASE DE REVERSIBILITE SORTANTE (OPTION N°3)

7.1 Durée de la réversibilité sortante

Au cours des 20 derniers jours ouvrés d'exécution du marché fixé à l'article « Durée » ci-après, éventuellement prolongé au titre des options de prolongation, le Titulaire pourra être amené à effectuer une prestation de réversibilité consistant à transférer les connaissances qu'il aura acquises à un éventuel nouveau prestataire entrant.

7.2 Obligations et responsabilités pendant la période de réversibilité sortante

Dans le cadre du marché, on entend par « réversibilité », l'obligation pour le Titulaire (prestataire sortant) de fournir au CEA, ou à tout tiers de son choix, une assistance technique pour permettre au prestataire entrant ou au CEA de prendre connaissance de l'ensemble des conditions de réalisation

des prestations dues au titre du marché, de l'ensemble de la documentation associée et de s'initier aux méthodes et aux outils utilisés.

Pendant cette période les prestations mises à la charge du Titulaire (prestataire sortant) au titre du marché seront effectuées, dans le respect des Spécifications Techniques et des objectifs et résultats qui y figurent, exclusivement sous la responsabilité du Titulaire sortant.

Préalablement au démarrage de l'option de réversibilité, au moins 30 jours avant, le Titulaire (prestataire sortant) soumettra à l'approbation du CEA un programme de transition et de formation exposant les missions précises et les modalités de transfert de compétences et de connaissances des prestations ainsi que l'organisation associée à cette phase de réversibilité. Le Titulaire sortant s'engage à participer à toutes les réunions organisées par le CEA à cet effet et dont la date et la durée auront été fixées à l'avance.

Par ailleurs, la présence simultanée de plusieurs entreprises constituant une co-activité, un plan de prévention spécifique à la période de réversibilité sera établi par le CEA dès le début de cette période. Le Titulaire sortant ne saurait être tenu responsable des manquements dus à l'intervention d'un tiers du fait cette co-activité.

A l'issue de la période de réversibilité sortante :

- Toute la documentation mise à la disposition du Titulaire par le CEA devra avoir été remise au CEA par le Titulaire sortant (sous un format modifiable et non .pdf),
- tous les fichiers informatiques de la documentation élaborée par le Titulaire sortant et les fichiers informatiques des outils de gestion des activités constituant des livrables au titre des prestations auront été remis au CEA dans leurs dernières versions applicables ou de mise à jour, de même que les versions en projet.

ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

8.1 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

8.2 Lieux de réalisation de la prestation

Les prestations se dérouleront principalement en Ile de France sur le site de Saclay. Des déplacements pourront avoir lieu sur les sites de Marcoule et de Cadarache.

8.3 Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition par le CEA de moyens sont définies à l'article 19 des CGA.

Le CEA confie au Titulaire à titre gracieux le ou les locaux déterminés lors de la réunion d'enclenchement. Le Titulaire s'engage à quitter les lieux à compter de la date de fin du présent marché.



8.4 Horaires

8.4.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

8.4.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8 h 30 à 17 h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation.

8.5 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 9 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives à la norme ISO 9001 (dernière version en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 10 - REMISE DE LIVRABLES

10.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques (§10).

10.2 Validation et support des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

A compter de la date de remise des livrables, le CEA dispose des délais suivants pour faire part au Titulaire de son accord ou formuler d'éventuelles remarques sur le contenu et la présentation desdits livrables :

- **5 jours ouvrés** pour les documents de gestion courante du contrat et les diverses réunions techniques ou contractuelles (rapport d'avancement, etc.).
- **15 jours ouvrés** pour les autres documents. Dans le cas d'une remise simultanée de plusieurs documents, ce délai passe à **25 jours ouvrés**.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 5 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

10.3 Format des documents

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous format numérique.

10.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 11 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE

11.1 Délais d'exécution

11.1.1 Prestations forfaitaires

Le Titulaire s'engage à respecter les délais de remise des livrables et d'exécution des prestations mentionnés dans les Spécifications Techniques.

11.1.2 Prestations sur devis préalables

Le Titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans la FMDP.

11.2 Durée

11.2.1 Tranche ferme

La durée de la tranche ferme du présent marché est fixée pour une période de 24 mois à compter de la date de la réunion d'enclenchement.

11.2.2 Options de prolongation (options 1 et 2)

Si les options 1 et 2 sont levées, la durée du marché pourra être prolongée comme suit :

- Option n° 1 : prolongation de 12 mois supplémentaires à l'issue de la tranche ferme,
- Option n° 2 : prolongation de 12 mois supplémentaires à l'issue de l'option 1.

11.2.3 Réversibilité sortante (option 3)

La levée de l'option 3 relative à la réversibilité sortante ne conduit pas à une prolongation de la durée du marché. Celle-ci s'exécute durant les 20 derniers jours ouvrés de la tranche ferme ou des années de prolongation en cas d'affermissement des options.

ARTICLE 12 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Interlocuteur technique principal	M. François BALANDREAU	01 69 08 23 30	francois.balandreau@cea.fr
Interlocuteur technique pour la partie « indicateur d'exploitation »	M. Etienne BOURREZ	04 66 33 93 22	etienne.bourrez@cea.fr
Interlocuteur technique pour la partie « environnement »	Céline VENNIN-GAIFFIER	01 69 08 27 17	celine.vennin-gaiffier@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx
Responsable marché	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 13 - REUNIONS

13.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions dans les conditions prévues dans les Spécifications Techniques (§ 8.2).

13.2 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la date de réunion.



ARTICLE 14 - RECEPTIONS

14.1 Réception des prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires du présent marché feront l'objet d'une réception prononcée mensuellement après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation et de l'ensemble des livrables durant la période considérée conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

14.2 Réception sur prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables et des livrables associés.

14.3 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

ARTICLE 15 - MONTANT

15.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

La décomposition de ce montant est la suivante :

15.2 Montant de la partie forfaitaire

Le montant total des prestations forfaitaires, objet du présent marché, est fixé à la somme forfaitaire de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**, en cas de levée de l'ensemble des options.

Ce montant se décompose comme suit :

- au titre de la durée ferme du marché (24 mois) : € HT, soit un montant mensuel de € HT
- au titre de la 3^{ème} année d'exécution (option 1) : € HT, soit un montant mensuel de € HT
- au titre de la 4^{ème} année d'exécution (option 2) : € HT, soit un montant mensuel de € HT
- au titre de l'option 3 (réversibilité sortante) :

15.3 Prestations sur devis préalable

Le montant des prestations sur devis préalable est plafonné à la somme de € HT
(..... HORS TAXES).

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA (FDMDP) et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les devis sont établis sur la base des taux horaires/journaliers suivants :

- Qualification XXXXX : € HT

- Qualification XXXXX : € HT

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la demande de la prestation concernée forfaitaire et ferme.

15.4 Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement en région parisienne, les frais d'établissement et de relecture, des documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

15.5 Frais de déplacements et d'hébergement en dehors de la région parisienne

Les frais induits en cas de déplacement hors région parisienne seront remboursés selon les dispositions définies à l'annexe 3 du présent marché.

15.6 Caractère des prix

Les montant des prestations sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre finale) et ont un caractère révisable.

ARTICLE 16 - REVISION

Les prix ne sont pas révisés durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, à partir du mois de XXXXX (mois anniversaire du marché), (soit à compter du mois de XX/XXXX).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{ICHT - N}{ICHT - N_0}$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

$ICHT-N_0$ = valeur de l'indice du coût horaire du travail (ICHT-N) - Services administratifs et de soutien, publiée au Moniteur pour le mois de XXXXX (mois de remise de l'offre),

$ICHT-N$ = dernière valeur connue de ce même indice à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION

17.1 Echéancier de facturation des prestations forfaitaires

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant.

17.1.1 *Tranche ferme et option de prolongation (options n°1 et n°2)*

Le montant des prestations forfaitaires de la tranche ferme et des options de prolongation 1 et 2 (en cas de levée) du présent marché sera facturé mensuellement à terme échu par le Titulaire. Le montant facturé sera de 100% du forfait mensuel et les taxes correspondantes, après la réception par le CEA des prestations correspondantes.

17.1.2 *Option 3 - réversibilité sortante*

La réversibilité sortante sera facturée, toutes taxes incluses, après réception sans réserve par le CEA des prestations et des livrables correspondants, selon les dispositions prévues à l'article « Montant ».

17.2 Prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque FMDP, selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

17.3 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux



Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire **ou le co-traitant** au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

(à compléter par le soumissionnaire)

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

17.4 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.



Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 20 - PENALITES

20.1 Modalités d'application et plafond

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (tranche ferme, options affermies et prestations hors forfait engagées).

20.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définies dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité en euros hors taxes
Retard dans la remise d'un livrable	200 € HT par jour calendaire de retard
Ecartés liés à l'environnement	1 000 € HT par écart
Ecartés liés à la qualité	1 000 € HT par écart
Retard dans la remise d'un devis	50 € HT par jour calendaire de retard
Non respect des délais d'exécution stipulés dans le devis	200 € HT par jour calendaire de retard

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA, le
Signature :

Pour le Titulaire, le
Signature :

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,
 - Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de

protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Suivi médical

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,
- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le Service de Prévention et de Santé au Travail du CEA (SPST). Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.



**ANNEXE 2 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS
PREALABLE)**

FDMDP N° ...		
Marché n°4000		Titulaire :
Référence de la spécification technique du CEA :		Référence du devis du Titulaire :
Montant : € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant :		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

ANNEXE 3 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS DES ENTREPRISES EXTERIEURES AU CEA

Les frais de transport et de séjour du personnel du Titulaire, en dehors de la région parisienne, lui seront remboursés sur production de pièces justificatives et sans majoration d'aucune sorte, selon les barèmes ci-après (barème applicable à compter du 1^{er} janvier 2023).

1. Les frais engagés par le personnel des entreprises titulaires de marchés passés avec le CEA pour les déplacements en France, d'une durée inférieure à un mois, seront remboursés, dans la limite des plafonds ci-après définis, sur la base des frais réellement engagés et sur production des justificatifs correspondants :

	Déjeuner	Dîner	Nuitée en région parisienne	Nuitée en province
Montants plafonds toutes catégories de personnel confondues	20,20 €	22 €	130 €	110 €

Le tarif de la nuitée tient compte du petit-déjeuner.

Pour les déplacements d'une durée supérieure à 30 jours consécutifs, un coefficient d'abattement des plafonds de 20 % est appliqué sur l'ensemble des frais engagés.

2. Les indemnités kilométriques versées aux entreprises extérieures pour l'utilisation des véhicules de leur personnel sont les suivants :

Nombre de kilomètres parcourus	CATÉGORIE ET PUISSANCE FISCALE DES VÉHICULES				
	≤ 4 CV	5 CV	≥ 6 CV	Véломoteurs (50 à 125 cm3)	Motocyclettes (>125 cm3)
	En euros TTC				
1 à 1000 kms/mois	0,32	0,35	0,37	0,08	0,12
Au-delà de 1000 kms/mois	0,15	0,17	0,18	0,08	0,12